



MOTION

Les organisations syndicales nationales ont quitté ensemble la réunion du 28 novembre que le Directeur général voulait conclusive sur la mise en place des SIP. Elles ont voulu ainsi dénoncer les mauvaises conditions du dialogue social organisé à la DGFIP dans le cadre de la fusion décidée par le gouvernement.

Les représentants du personnel considèrent que leurs revendications portant sur l'emploi, les missions et le maillage du service public, les conditions de vie et l'organisation du travail, les droits et garantie des agents n'ont jamais été pris en compte par l'administration. Ils estiment par dessus tout que le Directeur général ne respecte pas ses propres engagements pris en juin dans la circulaire de mise en œuvre des SIP comme par exemple : dresser un bilan contradictoire du fonctionnement des sites préfigureurs avant la fin 2008 mais aussi garantir un dialogue social de qualité !

Toutefois, les organisations nationales considèrent que le bilan des préfigurations annoncé par le Directeur général le 4 décembre 08 peut servir de base à la reprise du dialogue, sous réserve de précisions sur les modalités de son examen, et sur la date à laquelle il serait fourni. L'examen contradictoire des difficultés rencontrées par les agents et les cadres préfigurant le SIP constitue le point de passage nécessaire avant toute discussion-négociation sur d'autres thèmes de groupes de travail à la DGFIP.

Toutes les sections syndicales départementales, respectant les consignes de l'ensemble des organisations nationales vous ont informé le 8 décembre dernier qu'elles ne participeraient pas à la réunion sur les SIP prévue localement.

Elles ont affirmé également leur volonté de suspendre leur participation à toutes les réunions concernant la fusion jusqu'à ce que les conditions de reprise du dialogue social national soient réunies.

Les secrétaires de section signataires de cette motion interpellent leur Direction locale pour qu'elle fasse savoir au Directeur général que les organisations syndicales du département du Nord alignent leur position sur celles des syndicats nationaux jusqu'à nouvel ordre.